

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

le danger



raciste

liban : un arbitre ou la mort

Dans le nouvel acte de la tragédie libanaise qui se joue en ce moment, le Président Gemayel porte une lourde responsabilité.

Comme tous les mots qui servent à qualifier la conduite des différents protagonistes de la crise libanaise, comme toutes les phrases que l'on bâtit pour tenter d'expliquer cette longue suite d'affrontements sanglants, celle qui introduit à cet article paraîtra scandaleusement schématique, voire partisane.

Il est vrai que la responsabilité de l'éclatement du Liban est partagée, dans une mesure que l'histoire aura à apprécier, par toutes les parties en cause : aussi bien les phalangistes chrétiens que leurs adversaires ; aussi bien les Palestiniens que les Israéliens — sans oublier le jeu syrien et les énormes fautes commises par les Etats-Unis qui, une fois de plus, se retirent honteusement après un désastre qu'ils n'ont pas peu contribué à provoquer.

Amine Gemayel ne saurait cependant être considéré comme l'innocente victime de la situation explosive dont il avait hérité. C'est que le pouvoir suprême oblige à l'arbitrage et à l'indépendance, où il n'est rien. Or le Président de la République élu en septembre 1982 n'a manifestement pas joué le rôle d'arbitre, et il n'a pas eu le courage de se libérer d'une tutelle dangereuse. Or, plus que tout autre pays en raison de sa structure multi-communautaire et quasi-féodale, le Liban avait besoin d'un pouvoir arbitral pour refaire, autour de celui-ci, son unité. Mais, par deux fois, le Président de la République n'a pas su poser les conditions de la réconciliation nationale.

Au lieu de réunir, dès son élection, une conférence nationale de réconciliation, Amine Gemayel avait posé, comme condition au dialogue entre les différentes factions, le retrait de toutes les forces étrangères.

Cet objectif ne fut même pas atteint, puisque Gemayel négocia avec les seuls Israéliens, concluant avec eux le célèbre accord du 17 mai, que ni les groupes de l'opposition, ni la Syrie ne pouvaient accepter. De fait, loin de préparer la réconciliation, l'accord du 17 mai aboutit à la coalition de toutes les forces de l'opposition, regroupées dans le Front du Salut National, qui se rangea du côté de Damas.

De plus, Amine Gemayel, loin d'être l'arbitre espéré, n'a cessé de se comporter en chef de parti, organisant la "phalangisation" de l'Etat, laissant les Forces libanaises s'installer dans le Chouf et traitant la population de Beyrouth-Ouest en vaincue (couvre-feu, arrestation d'adversaires des Phalangistes...).

Après la bataille du Chouf, dont l'issue fut désastreuse pour Gemayel et ses partisans, le cessez-le-feu du 25 septembre dernier sembla autoriser un nouvel espoir. La réunion de la conférence inter-libanaise à Genève permettait d'envisager un gouvernement d'union nationale, qui mettrait au point les réformes constitutionnelles nécessaires. Restait la question de l'accord israélo-libanais. La conférence de Genève décida que le Président Gemayel se rendrait aux Etats-Unis pour demander l'appui de la Maison Blanche en vue de la renégociation de l'accord du 17 mai. Mais Regan refuse et le Président Gemayel, au lieu de passer outre, choisit de se soumettre. Les conditions du consensus ne sont plus réunies. Il achève de se défaire lorsque le Président de la République fait prendre d'assaut début février, la banlieue (chiite) de Beyrouth.

D'où les réactions en chaîne qui ont fait d'Amine Gemayel, un chef d'Etat isolé, vaincu, et largement discrédité : démis-



Druzes sur un marché de Beyrouth (photo d'archive)

sion du chiite Nabib Berri, conquête de Beyrouth-Ouest par les miliciens d'Amal et dislocation de l'armée libanaise, humiliation politique enfin puisque le Président de la République a dû accepter l'abrogation de l'accord du 17 mai. En dix-huit mois, Amine Gemayel a donc perdu son gouvernement, une partie du petit territoire qu'il contrôlait, et a dressé contre lui les Sunnites, les Druzes, les Chiites et un grand nombre de Chrétiens.

Très faible vis-à-vis des Américains, qui ne songent aujourd'hui qu'à se débarrasser du fardeau libanais, trop complaisant à l'égard des phalangistes, Amine Gemayel n'a réussi qu'à compromettre l'équilibre constitutionnel et la situation de la communauté chrétienne libanaise.

Privé de fédérateur, en proie aux folies d'une guerre civile, dont le pouvoir n'a pas su le sortir, le Liban risque de disparaître complètement. A moins qu'il se choisisse un médiateur extérieur suffisamment désintéressé pour ne pas devenir dangereux, suffisamment puissant pour faire prévaloir une solution libanaise face aux Empires et à leurs clients. Comme le notait André Fontaine⁽¹⁾, la France dispose d'un large crédit qu'elle pourrait utiliser pour réunir toutes les parties concernées, tant intérieures qu'extérieures. Espérons que ce qui est souhaitable est encore possible.

Yves LANDEVENNEC

(1) "Le Monde" 9 février 1984.

courrier des lecteurs

QUEBEC/suite

Les propos scandaleux d'un ministre québécois sur le soit-disant «colonialisme français» au Québec (lettre de M. D. Helfer dans le dernier «Royaliste») ne sont pas d'us, hélas, à une personnalité autant grossière que délirante. Ils ne sont que le reflet d'une réalité unanime au Québec : la francophobie...

Les anciens coopérants militaires (dont je suis) pourraient vous fournir mille et un témoignages sur les multiples blessures et humiliations qu'ils ont eu l'occasion de subir une fois passés les quelques mois d'illusion lyrique provoquée par une fausse convivialité nord-américaine (contacts immédiats, tutoiement obligé, etc.)

Ce thème délirant des Québécois d'abord colonisés par les Français avant de l'être par les Anglais puis les Américains, est un des clichés nationalistes de la «Belle Province»...

Comme a pu le constater M. Helfer, de tels faits sont tabou dans les media. Il faut bien que la France serve au Québec de soutien diplomatique et culturel (francophonie oblige...), et que les divers artistes et écrivains québécois disposent de la bienveillance amicale d'un large public (cinq millions de Québécois c'est peu...)

Tout cela ne m'empêche pas de continuer à défendre, sans «lyrisme francophonique», la nécessaire identité politico-culturelle du Québec et des autres Canadiens français (Acadie oblige...).

B.M.
(Paris)

P.S. Je profite de l'occasion pour vous exprimer un soutien chaleureux et paradoxal (je ne suis pas -encore ?- royaliste...).

la France en chiffres

Il y a quelques temps, l'INSEE publiait les chiffres obtenus à partir du recensement effectué en 1982 — le précédent remontait à 1975. Il est intéressant d'observer l'évolution de la société française en 7 ans.

Car même si nous savons aujourd'hui que la statistique est la forme la plus récente du mensonge, il n'en reste pas moins que les chiffres parlent et qu'ils révèlent les "tendances lourdes" qui se font jour dans notre pays.

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET GÉOGRAPHIQUE

Une fois de plus les chiffres nous rappellent la dure réalité sur le plan démographique : ils traduisent une baisse de la natalité et, fort logiquement, un vieillissement de notre

pays (surtout au sud de la Loire). On assiste à un "rétrécissement" de la famille puisque le nombre de celles qui comptent 2 enfants a augmenté de 15 %, et que les familles de 4 enfants (moins 33 %) ou de 5 enfants et plus (moins 50 %) diminuent considérablement. En outre, le nombre des couples sans enfants augmente. Les discours nataliste d'hommes comme Michel Debré ont longtemps fait sourire... bien à tort. Outre que le vieillissement de notre société peut avoir de graves conséquences, on doit considérer que les 54 334 871 habitants de l'hexagone sont trop peu nombreux pour sa superficie. Son-

geons que la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou l'Italie, dont les territoires sont plus exigus, ont des populations comparables, voire nettement supérieures. Qu'on le veuille ou non, cela compte dans la puissance et le dynamisme, notamment économique, d'un pays.

Par ailleurs, les chiffres mettent en évidence un arrêt, un peu artificiel, de la croissance urbaine et du développement des banlieues : ce sont désormais les villes de moins de 20 000 habitants qui croissent le plus. Cela est dû à une migration vers les communes rurales (proches des grandes villes) qu'explique fort bien un développement de l'habitant individuel, ainsi que l'évolution économique.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIOLOGIQUE

En effet, l'évolution de 3 grands secteurs est fort disparate. L'agriculture continue de décliner ; en terme d'emplois (moins 350 000 depuis 1975). Mais l'industrie perd davantage encore (moins 730 000). C'est le secteur tertiaire (les services) qui progresse (plus 160 000) pour représenter aujourd'hui 57,6 % des emplois. Nous assistons ainsi à

une transformation profonde de notre société ; cette mutation est trop importante pour être uniquement liée à la crise économique commencée en 1974.

Lorsqu'on sait que le salariat représente 83 % du total des emplois, que plus de la moitié des Français sont désormais propriétaires de leur résidence principale (et sont, pour la plupart, endettés pour longtemps), que 70 % d'entre eux possèdent une voiture et que 75 % des ménages disposent du téléphone, on voit, à travers les chiffres se dessiner une société et, sans doute, des mentalités nouvelles. Ce phénomène n'est pas neutre sociologiquement et politiquement. On comprend mieux par exemple que le déclin du P.C. n'est pas seulement lié à des circonstances politiques ; au sens étroit du terme. De même, la désaffection vis-à-vis des syndicats, malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir, s'explique mieux dès lors que la "classe ouvrière" (telle qu'on l'entendait au 19^e siècle et au début du 20^e), qui en était le vivier, semble s'effacer de plus en plus.

LES IMMIGRÉS

Il est un chiffre sur lequel tous les observateurs se sont penchés. Compte-tenu de l'actualité politique : celui des immigrés. D'après l'INSEE, le nombre des étrangers en France, en mars 1982, s'élevait à 3 680 100 personnes. "Le Monde" du 17 février note avec ironie que ce niveau est comparable à celui de... 1931 ! Même si l'on admet une certaine sous-estimation (clandestins non dénombrés...), on relève que l'accroissement n'a été que de 7 % entre 1968 et 1975. On est loin de la vague déferlante de "barbares", naturellement prêts à violer nos filles et nos compagnes ; que certains évoquent sans scrupules. En revanche, nous apprenons que les composantes de ce chiffre global ont varié : le nombre d'Européens (principalement Portugais, Espagnols et Italiens) a diminué (moins 342 000), alors que celui des Africains ; et notamment des Maghrébins a augmenté (plus 400 000). Cette immigration là est évidemment plus visible et donne davantage de prise au racisme, avoué ou non. Il reste cependant que les chiffres globaux n'expliquent pas la montée de l'extrême-droite.

Pour imparfaits qu'ils soient, car il est quelques cas où le recensement n'a pas été fait très sérieusement sur le terrain, des chiffres de l'INSEE nous donnent néanmoins une intéressante photographie de notre pays et de la société dans laquelle nous vivons. Politiquement, ces indications sont précieuses.

Alain SOLARI

sociobiologie : à l'extrême-droite, tranquillement

Coucou, les revoilà ! Ils repartent à l'assaut, brandissant cette fois-ci une nouvelle science où, pêle-mêle, les gènes, la culture, les homoncules, j'en passe et des meilleures, viennent enfin nous révéler irréfutablement puisque "scientifiquement" ce que nous sommes, d'où nous venons et où nous allons. "L'esprit, cet inconnu", bonsoir ! Amis du mystère et de la dimension métaphysique de l'homme, circulez, y'a plus rien à voir. Grâce au Fig-Mag et à Magazine Hebdo, "l'homme cessera enfin d'être une énigme". Pour un scoop, c'est un scoop ! Alain Gillot-Pétré n'en revient pas, lui pour qui la météo en est toujours une.

Si certaines définitions peuvent paraître surprenantes, voire un tantinet hâtives, c'est que vous refusez la science. Par exemple : "Le mouvement traduit le passage de l'inanimé

à l'animé" (ça, heureusement qu'ils l'écrivent en toutes lettres, personne ne s'en serait douté), "c'est-à-dire habité par l'âme". C.Q.F.D. ! Grandiose et lumineux. Les têtards bougent, donc les têtards ont une âme. Les bougres !

Mais tout n'est pas aussi loufoquement dit, dans cette prose à la gloire de la sociobiologie. Danger racisme ! Sans insister lourdement sur la question, certaines "petites phrases" des articles auraient fait le bonheur des théoriciens en uniforme vert-de-gris, il y a quelques quarante ans. Savez-vous pourquoi, par exemple, Grand-papa homo-habilis et grand-maman homo-habilis se sont différenciés du dinosaure ? Tout simplement parce qu'ils "avaient une aptitude génétique plus grande à l'intelligence". De là à se demander pourquoi les Pygmées sont petits et n'ont pas expédié de fusée sur la lune...

Simplification ? Mauvaise foi de notre part ? Eh bien, citons les pères de cette science, dans le Fig-Mag.

Supposons qu'au cours de milliers de générations, il ait existé des variantes entre les manières dont se développaient les esprits des jeunes enfants. Certains d'entre eux n'héritaient que des mécanismes les plus généraux pour résoudre les problèmes tandis que d'autres étaient équipés dès leur naissance de tendances et d'indices innés qui accélèrent leur développement mental dans certaines directions. Ces derniers maîtrisèrent mieux le monde social réel dans lequel ils sont nés et, de ce fait, ont légué aux générations suivantes un nombre de plus en plus grand de gènes qui favorisent cette tendance.

Ben voyons ! Heureusement, ils ne font que "SUPPOSER".

Et de conclure, pour "Magazine Hebdo" : "Le monde nous a créé, mais il ne nous a pas révélés ni comment, ni pourquoi. Or, le moment est arrivé où l'énigme majeure du sphinx — le sens de l'homme — pourra être résolue".

Grâce à eux — en toute modestie — et grâce à une certaine presse.

Ben voyons !

Jacques BLANGY.

le dossier noir

Le gouvernement s'apprête à licencier massivement dans les charbonnages, sans pour autant dévoiler une politique bien définie. Le charbon reste pourtant une énergie d'avenir.

Comme un coup de grisou. En début d'année, à quelques jours d'intervalle, les directions des bassins miniers annoncent une série de suppressions d'emplois pour 1984, touchant très exactement 3.922 mineurs, en laissant entendre qu'il faudrait en sacrifier 6 à 8.000 pour assurer l'équilibre financier des charbonnages. Le conseil d'administration des Charbonnages de France n'a pas été réuni, les syndicats n'ont reçu aucun document préparatoire, leurs représentants n'ont pas été contactés par le gouvernement. Pierre Mauroy ne veut pas perdre le Nord : il visitera cette région en février et le conseil d'administration des C.d.F. a arrêté définitivement le 17 de ce mois la politique charbonnière à suivre, avec le chiffre de la production et des effectifs. Devant ces amputations sans concertations préalables et l'absence d'un projet gouvernemental bien défini, les syndicats ont été unanimes dans leur refus de ces sinistres perspectives et la volonté de maintenir "une pression maximale" sur l'Etat et la direction. Avec l'amer sentiment que les "amis des travailleurs", formule du Premier ministre, trahissent dans l'ombre et bradent l'outil de production.

Comment est-on parvenu à une telle situation ? En 1981, la gauche arrive au pouvoir avec un chiffre : 30 millions de tonnes de charbon à l'horizon 1990, le nombre mythologique assigné aux gueules noires, cette part glorieuse de la classe ouvrière, fondatrice de la société industrielle, sans laquelle la gauche ne serait pas tout à fait la gauche. Les images défilent, sans grande signification pour les plus jeunes d'entre nous : les Indes noires de Jules Verne et la grande aventure industrielle du charbon, Zola, *Germinal*, ou la naissance du socialisme à l'ombre des terrils. On ne brade pas impunément la mémoire

d'un peuple. François Mitterrand appuie l'objectif des 30 millions, alors que la production atteignait 20,2 millions en 1981. Mais la baisse a lieu malgré tout : 18,38 millions de tonnes en 1982 et, ô espoir, 18,52 millions de tonnes en 1983. Le gouvernement double la subvention accordée aux Charbonnages, embauche (dans les Houillères des Cévennes, pour la première fois depuis 15 ans) et nomme, geste hautement symbolique, le communiste Georges Valbon à la tête des Charbonnages de France. Le rêve devient réalité. Hélas, une autre réalité se fait jour : les deux-tiers de la subvention ne nourrissent pas l'investissement, mais vont combler le déficit ; l'embauche de 1.000 mineurs dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais n'a pas enrayer le rythme des départs annuels, qui est de 5.000 en moyenne depuis une vingtaine d'années et qui a fait passer les

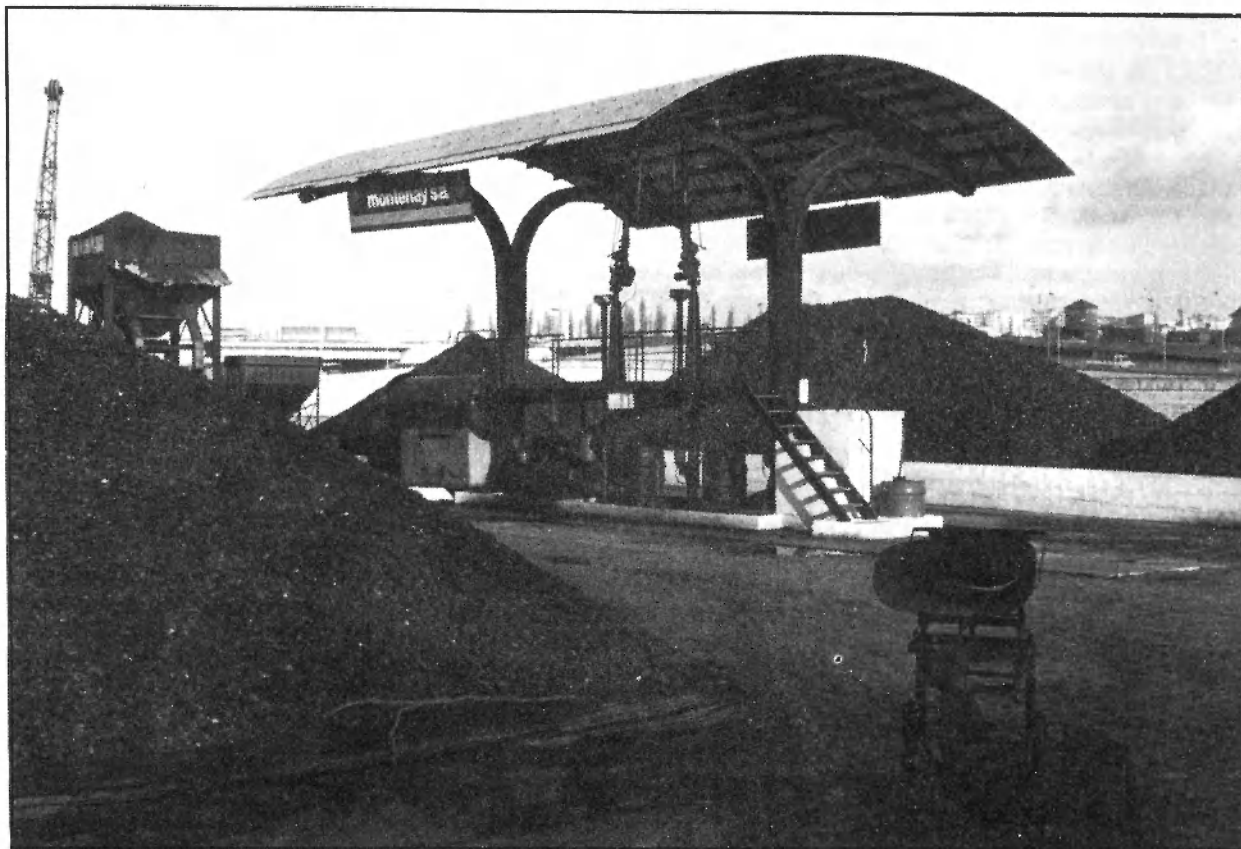
effectifs de 220.000 à 20.000 ; enfin, la démission de Georges Valbon en novembre 83. En avril, François Mitterrand s'adresse aux gens du Nord et pose le dilemme : "Soyons clairs, l'Etat ne pourra à la fois couvrir le déficit de l'extraction charbonnière dès lors qu'elle serait prolongée artificiellement et, dans le même temps, participer à la renaissance industrielle du bassin minier. Chacun le comprend, les crédits ne pourront être utilisés deux fois". Le président de la République a déjà choisi. En septembre, le gouvernement annonce que la subvention de 6,5 milliards de francs versée en 1982 ne sera pas augmentée. Le plan de rigueur des C.d.F. prévoit une production de 17 millions de tonnes en 1984. Si l'on suit la logique de cette politique, la production fléchira à 11 millions de tonnes en 1988 et plus de 20.000 suppression d'emplois éclairciront les rangs des 56.000 salariés des C.d.F.

Que faire ? Approuver, contester ? D'abord se mettre à l'école des faits : le prix de revient moyen de la tonne de charbon national est de 592 francs, contre 450 francs pour le charbon importé. Dans certains puits, on produit à des coûts dix fois supérieurs au charbon importé. Globalement, le coût de l'extraction s'accroît de 4 % l'an. Conséquences : le déficit des Charbonnages en 1983

s'élève à 800 millions de francs. En 1945, on comptait 103 puits en activité dans le Nord-Pas-de-Calais, ils ne sont plus que... 7 aujourd'hui.

Est-ce dire que le charbon qui a été jusqu'au XX^e siècle l'unique source d'énergie primaire serait à l'approche du deuxième millénaire totalement dépassé ? Pas du tout. Le M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology) et le F.M.I. (Fonds Monétaire International) débouchent sur les mêmes conclusions : l'augmentation totale de la consommation énergétique devrait revenir, dans les 20 prochaines années, au charbon pour plus de la moitié. Le charbon garde donc un bel avenir devant lui. Le renchérissement du pétrole lui a, de plus, donné un rôle stratégique.

Le marché national a-t-il suivi la tendance mondiale ? De 1950 à 1975, la consommation intérieure de charbon a diminué de 25 % pour revenir à cette date en force dans le secteur électrique, qui reste le principal marché. En 1979, le choc pétrolier oblige le gouvernement à reconsidérer sa politique charbonnière en facilitant la pénétration du charbon dans l'industrie (cimenteries, chimie) et le tertiaire (chaufferies collectives). Le secteur électrique, les fours à ciments et la production de vapeur représentant les domaines où il faut dès aujourd'hui s'investir et investir.



La production française est-elle rentable ? On peut s'accrocher à la logique du profit immédiat et conclure en conséquence à la fermeture des mines, aux licenciements massifs. On peut vouloir maintenir à tout prix les postes de travail, refuser la notion de "sureffectifs" et repousser de quelques années la catastrophe inscrite dans le premier choix. On peut, il faut, dépasser ces fausses alternatives et considérer plusieurs facteurs : l'indépendance nationale, le coût social, l'évolution technologique, la rentabilité financière.

L'évolution technologique va bouleverser le métier de mineur. Michel Hug, directeur général des C.d.F., a rédigé un rapport excellent sur l'avenir de la profession, dont on parle peu : le problème ne réside pas dans le nombre exact de tonnes de charbon à produire. Le paysage minier de demain sera composé de petites unités pilotes à haute technologie et très compétitives, l'industrie paracharbonnière emploiera les anciens mineurs, la maîtrise technologique élaborée par les P.M.E. deviendra principal produit d'exportation. Pour assurer l'indépendance nationale, sauvegarder le tissu industriel et social en le transformant, en rompant avec l'état de mono-industrie : aides à l'installation d'entreprise, développement de la recherche et de la formation, résiliation des contrats qu'Usinor et Sacilor ont signé avec les Charbonnages allemands, taxe sur les produits importés, élaboration d'une politique énergétique qui ne parie pas sur le tout-nucléaire. Même "Révolution" (27 janvier) en convient : "Peut-être faudra-t-il à longue échéance moins de monde à l'extraction proprement dite, mais des emplois nouveaux — et nombreux — auront été créés". Fasse que le P.C.F. cède un peu moins au "syndrome du canut". Fasse que le gouvernement soumette la permanente conversion du charbon aux exigences du marché, de la production et de la technologie. Non pas en laissant croire que le dossier sera réglé cette année, voire dans les prochaines semaines, comme on l'entend fréquemment. Mais en ayant tout simplement une politique. C'est ici le (bon) chemin.

Emmanuel MOUSSET.



écoles libres : le vent en poupe

Les manifestations en faveur de l'enseignement privé se succèdent avec toujours plus de succès ; hier Bordeaux, Rennes, Lille, demain Versailles, il mobilise l'opinion grâce à une attitude mesurée et constructive vis-à-vis des propositions gouvernementales.

Malgré les réticences des uns et des autres, Alain Savary a maintenu dans ses propositions de négociation du 12 janvier la ligne qu'il avait définie le 21 décembre dernier à l'issue du conseil des ministres : élaborer en six semaines par le biais d'une discussion préalable avec les parties concernées un projet de loi adopté dès la session de printemps du Parlement et visant à poser les premiers jalons du grand service public unifié. Les conditions de passation des contrats entre établissements privés et l'Etat, l'intervention financière des collectivités locales, la fonctionnarisation sur place et par volontariat des personnels enseignants, la création des Etablissements d'Intérêt Public étaient au menu des discussions proposées.

Alors que le CNAL déplorait d'emblée le maintien du dualisme scolaire et refusait sans le dire vraiment de négocier en pratiquant la politique de la chaise vide, l'enseignement catholique adoptait une politique plus nuancée mais aussi plus astucieuse. Dès le 15 janvier, il fait savoir à Alain Savary

qu'il est prêt à négocier sur les deux premiers points mais qu'il refuse la titularisation des maîtres du privé et la création des E.I.P. ; néanmoins, il annonce que sur ces deux points, il va faire des contre-propositions.

C'est chose faite dès le 5 février. Refusant la titularisation parce qu'elle conduit à la fonctionnarisation des enseignants et dans ses modalités instaure un super privilège dont il n'est pas certain qu'il soit conforme au Droit public (il est vrai que ces derniers temps le gouvernement semble apprécier les leçons de droit que lui donne le Conseil Constitutionnel). Il propose un statut unique des personnels qui met en avant l'égalité de tous à compétence identique et une garantie de ressources en cas d'absence de postes.

Et rejetant les E.I.P. qui instaurent de par leur organisation, une tutelle des personnes morales de droit public sur le fonctionnement du secteur privé d'enseignement, ils proposent la création de Groupements Publics d'Intérêt Educatif qui devraient éviter cet écueil. Créés par arrêté ministériel, établisse-

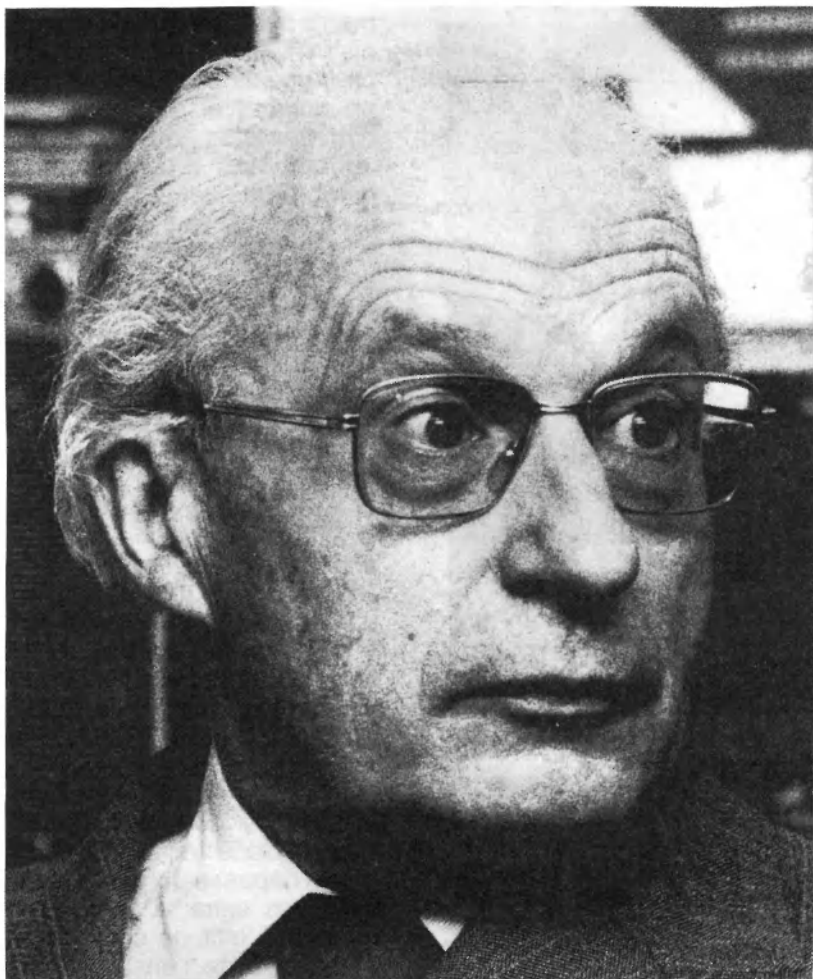
ments publics à caractère administratif, ils regroupent des établissements privés majoritaires en nombre et des personnes nommées par le préfet et les collectivités territoriales au nombre de quatre. Le préfet et le recteur peuvent y siéger avec voix délibérative. Les G.P.I.E. collectent les fonds publics et les répartissent entre les différents établissements dépendant de leur ressort. Mais pour donner plus de poids à ses propositions, l'enseignement catholique organise plusieurs grandes manifestations. A Bordeaux, 80000 parents défilent le 22 janvier ; à Lyon, le 29, ils sont 120000, à Rennes le 18 février, 250000. Combien seront-ils à Versailles le 4 mars ?

D'où provient ce succès ? A Lyon et Bordeaux on n'avait pas vu une telle foule depuis la Libération. De l'habitude et de l'attachement de la population au principe du dualisme scolaire, et du choix de l'établissement où sera placé l'enfant. Ce sentiment dépasse largement les frontières entre la droite et la gauche. L'attitude constructive et ouverte de l'enseignement catholique a joué aussi. Le 24 janvier, les discussions ont commencé sur les points acceptés par l'enseignement catholique. Ce dernier se permet même le luxe de rappeler au gouvernement les exigences de la décentralisation. L'attitude du C.N.A.L. a joué aussi, se cantonnant dans un refus hautain et méprisant des contre-propositions catholiques et dénonçant la récupération réactionnaire et droitiste des manifestations. Il s'efforce par ailleurs, depuis plusieurs semaines, de forcer la main au Parlement par le biais du "génial" André Laignel, représentant sans guillemets du C.N.A.L. au Parlement, qui vient de créer le Centre d'Etudes pour la Laïcité. Il n'est pas pour rien dans la réception très fraîche qu'ont réservée les députés socialistes aux propositions Savary.

Que va faire le Gouvernement ? Satisfaire le lobby laïc ? Ecouter un enseignement privé qui ne cesse de marquer des points aux yeux de l'opinion ?

Voilà bien de l'agitation en perspective au sein d'un gouvernement qui traîne sa lamentable existence avec déjà beaucoup de difficultés.

Jean-Marie TISSIER



philippe ariès

Philippe Ariès, de l'héritage de ses années militantes au Quartier latin avait retenu, au point de lui accorder une valeur presque exclusive, le traditionalisme. La politique proprement dite, les institutions, il ne les écartait pas. Il les mettait, pres-

que par méthode, entre parenthèses. Mais aussi par goût et par passion exclusive d'observateur de ce qui est au plus près de la vie, des mœurs et de la mort des hommes. De l'institution royale, il retenait d'abord la famille royale, ce qui était tout de même primordial, on en

conviendra, et s'inscrivait dans le même regard existentiel. Il a raconté comment il était resté, presque seul de sa génération étudiante, à cultiver ce sens de la tradition auquel spontanément ses compagnons et lui adhéraient.

Je retiendrai plus particulièrement cette définition du traditionalisme donnée à nos amis de la revue *Anthinéo* en février 1973 : *"Un attachement sentimental au passé, mais aussi, et cela est important, la conviction très profonde, viscérale chez quelques-uns, qu'il avait existé dans ce passé des sociétés libres, à tendance anarchique, variées, denses des cultures régionales et populaires avec leurs langues, leurs coutumes, leurs couleurs, que ces sociétés et ces cultures étaient menacées de disparaître par la centralisation politique et l'uniformisation des techniques."* Sa vocation d'historien est née de ce traditionalisme spontané qui le mènerait paradoxalement à la rencontre des jeunes gens de 68 en révolte contre la société industrielle.

Philippe Ariès était bien trop averti du cours et de la complexité des choses pour se vouer à quelque utopie passéiste. Sa répulsion à l'égard de la religion du progrès n'en faisait pas un homme étranger à la modernité. Comme l'a montré Michel Foucault dans son bel hommage du *Nouvel Observateur*, son métier de la semaine donnait à l'historien du dimanche, de singulières perspectives planétaires. Il le mettait à même de juger de l'affrontement direct (en particulier dans les pays du tiers monde) de la tradition et de la technique. Mais ce qui caractérisait, du moins me semble-t-il,

le mieux la manière d'Ariès et aussi sa passion, c'étaient les hommes eux-mêmes, saisis dans leurs gestes les plus quotidiens et dans leurs sentiments les plus essentiels face aux grandes réalités d'une simple vie. Loin de se vouer aux actions superbes des grands et des personnages promis au mythe, le traditionalisme allait à la rencontre de l'absent de l'histoire, l'inconnu, le peuple si l'on veut, non celui de Michelet, celui de l'ethnologue dont le regard n'exclut pas une sorte d'amour.

Un regard ne fait pas une doctrine, mais Philippe Ariès se moquait bien des doctrines. Son incessant souci de vérité jamais apaisé suffisait à éclairer sa démarche. Il avait ses fidélités spontanées, presque innées. Elles l'avaient trop façonné, tissé dans ses fibres les plus secrètes pour qu'il songe à les renier. Il préférerait creuser dans le sens de ses affinités pour en mieux percevoir les richesses, même si en chemin il avait quelque surprise. Il ne pouvait en effet ne pas saisir les discontinuités du temps, les tours et les détours de cette chère tradition qui n'avait rien d'un mouvement uniforme. Découvrir que certaines valeurs familiales, la place privilégiée de l'enfant, ne venaient pas forcément du fond des âges, que ce que l'on croyait ancien était moderne, contribuait à jeter quelque perturbation dans les représentations habituelles. Mais l'étude sérieuse de la tradition imposait cette appréciation plus fine, plus respectueuse du passé, et en définitive plus riche et bien plus digne d'attention.

Le regard d'Ariès sur l'his-

souvenir de pierre gaxotte

P. Gaxotte nous a quittés le 21 novembre 1982, il y a plus d'un an et, dans un numéro de *Royaliste* de janvier 1983, un lecteur belge s'étonnait du silence du journal. Est-ce trop tard pour y remédier ? Je ne le pense pas. P. Gaxotte - son enseignement - sont toujours vivants.

Qu'on me permette d'abord deux souvenirs. En 1929, j'étais élève de 1ère dans une école libre de Besançon : l'institution St Jean. Notre manuel d'Histoire

était alors le Malet-Isaac (preuve, s'il en est besoin, que l'enseignement libre était déjà très «libéral» puisque le même manuel était en usage au lycée Victor-Hugo). Or, à

la fin du 1er chapitre sur l'Ancien Régime, dans la bibliographie figurait «La Révolution française» de P. Gaxotte - 1928 - avec cette constatation : «plaidoyer habile en faveur de l'Ancien Régime». Je m'empressais d'acheter le «plaidoyer habile» et, à ma stupeur admirative, je pus lire, au début de l'ouvrage, ce morceau d'anthologie : «La France de l'Ancien Régime était un très grand et très vieil édifice qu'avaient bâti cinquante générations embrassant plus de quinze-cents années. Elles y avaient laissé chacune sa marque ajoutant toujours au passé sans presque jamais rien en abattre, ni retrancher. Aussi le plan en était-il confus, les styles disparates...

Quelques parties abandonnées menaçaient ruine... Mais, somme toute, l'ensemble était cossu, la façade avait grand air, on y vivait mieux et plus nombreux qu'ailleurs.» Quelle magnifique synthèse. Qu'y ajouter, sinon que depuis cette époque, je suis resté fidèle à Gaxotte et à son enseignement. Il professait que la Monarchie était la seule solution politique satisfaisante. Pourquoi non ? à condition de se référer à la seule légitimité, celle d'une longue et belle histoire : l'union du Roi et de son Peuple.

Le 2ème souvenir que j'ai de P. Gaxotte est plus récent. Il doit dater des années 1980. Lisant régulièrement *«Le Monde»* je tom-

toire, je le sens avec une force particulière dans ses études sur la mort. Lui qui était catholique, tout ce qu'il y a de plus orthodoxe et qui discernait d'un regard sûr ce qui dans la théologie contemporaine avait quelque valeur, n'avait rien de la raideur doctrinaire qui produit le sectarisme, parce qu'il avait en mémoire précisément toute la religion traditionnelle ! Pourquoi les attitudes de nos ancêtres devant la mort ne coïncidaient-elles pas rigoureusement avec un discours théologique ordonné, pourquoi dans ce domaine y avait-il eu bien des ruptures et des discontinuités ? On pourrait facilement discerner (ce qui n'est pas faux) la dualité d'une religion de clerc et d'une religion populaire non débarrassée des mythes païens.

Ariès, lui ne tranchait ainsi au scalpel dans la réalité vivante. Et je voudrais ici citer cette fort belle déclaration qui se trouve dans la conversation avec Michel Winock à la fin de son autobiographie *"Un historien du dimanche"* : *"J'interroge passionnément les hommes d'autrefois sur les problèmes du destin, parce que les réponses qu'ils ont données dans l'Histoire me révèlent quelque chose de ce mystère, plus que les affirmations péremptoires des hommes qui affichent leur foi sans toujours se comporter en conséquence. Il me semble qu'un noyau de vérité et de foi existe dans un jardin enclos hors de notre portée, et les hommes, au cours des âges, tournent autour de ce mystère sur des orbites qui ne se rapprochent jamais et à chaque passage, c'est-à-dire à chaque période de l'histoire, ils saisissent ainsi un aspect*

fragmentaire de cette vérité, et ces fragments sont souvent contradictoires, mais ils sont les reflets d'un même objet inaccessible.

Et d'ailleurs cette saisie se fait en même temps de deux façons différentes, non pas opposées, peut-être complémentaires : d'une part, l'approche orthodoxe (...), d'autre part, la divinité enfouie au ventre de l'Histoire depuis l'origine des temps, comme l'a dit un jour le Père Congar. Même dans la chrétienté, elle ne s'efface pas, elle persiste dans la demi-conscience de la transmission orale. Les hommes des cultures à dominante orale devaient se débrouiller entre ces deux pôles du sacré. Castan a montré avec pénétration comment ils approchaient les grands problèmes fondamentaux, ceux de la vie quotidienne comme ceux de l'au-delà, mal séparés d'ailleurs, avec une stratégie prudente, rusée, se résolvait à des compromis incompatibles avec la conception manichéenne et savante d'un monde coupé en deux morceaux, le mal, le bien (...)

Voilà pourquoi je ne parviens pas à analyser les choses para-religieuses, en termes nets de confession de foi."

Texte admirable, d'une extraordinaire délicatesse qui exprime toute l'âme du savant Philippe Ariès. Pourquoi aurait-il caché que la religion populaire, bien des croyances, n'étaient pas l'expression de la pure orthodoxie. Il n'en étudiait pas moins les formes successives avec ferveur, sans se croire autorisé pour autant à minimiser leur valeur ou à jeter le discrédit par contraste sur l'orthodoxie. L'attitude des hommes devant la grandeur de leur destin, même les plus humbles, commandait le respect et l'amitié. Un certain esprit mal compris d'orthodoxie aurait abouti au mépris, l'attitude la plus contraire à l'esprit historique selon Philippe Ariès. Et l'esprit de système à cultiver l'hétérodoxie, il le méconnaissait tout autant.

Les mêmes qualités, l'observateur du présent les retrouvait d'autant plus aisément qu'il aimait d'un même cœur les hommes d'hier et ses contempo-

rains. Le sociologue était de la même veine que l'historien et il étudiait avec autant de passion et d'exactitude les mœurs de ses concitoyens. D'ailleurs sa connaissance du passé aurait-elle eu un sens si elle n'avait pas servi à mieux comprendre les ressorts et les méandres de l'humanité qu'il cotoyait ? Il savait bien que les évolutions les plus inéluctables seraient demain réactionnaires. La fatalité n'était inscrite dans aucune tendance particulière, et ce qui pouvait être reçu ici comme un progrès apparaissait dans la longue durée comme un recul.

Si Ariès ne dogmatisait pas, l'extraordinaire trésor anthropologique qu'il avait amassé lui permettait de juger ce qui allait à l'encontre des plus sûrs intérêts des hommes. C'était là tout son royalisme. N'oublions pas cette profession de foi que l'on retrouve également dans la conversation avec Michel Winock : *"Je suis très attaché à la Maison de France, à ses personnes, à sa magistrature spirituelle, de nature religieuse ; elle représente pour moi, physiquement, le continuité du passé au présent, comme la papauté rend visible à l'échelle de la Ville et du Monde la continuité du Christ à Jean Paul II."*

Deux jours avant sa mort, c'est encore de la Famille de France qu'il s'entretenait avec Pierre Boutang. Même s'il se méfiait du poids excessif du pouvoir et de ses appareils, il n'en continuait pas moins à trouver dans l'aspect dynastique et familial de la royauté, le meilleur garde-fou contre les excès de l'étatisme qu'il excérait.

Gérard LECLERC.

OUVRAGES DE PHILIPPE ARIES

disponibles au service librairie

- **Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la mort depuis le XVIII^e siècle.** (Franco 40 F).
- **L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime.** (Franco 35 Francs).
- **Essai sur l'histoire de la mort en occident du Moyen Age à nos jours.** (Franco 28 F).
- **L'homme devant la mort.** (Franco 90 F).
- **Un historien du dimanche.** (Franco 58 F).
- **Images de l'homme devant la mort.** (Franco 340 F).

bais un jour sur un article traitant des relations entre Français et Allemands. Il était question (à propos du Palatinat) d'un général de Louis XIV, le comte de Mélaç, dont j'ignorais totalement les états de service. Je m'adressai au «Monde» mais n'obtint pas de réponse. Je m'enhardis alors à confesser mon ignorance à Pierre Gaxotte qui me répondit par une très agréable lettre, me donnant les renseignements que je désirais sur cet inconnu : le général comte de Mélaç qui participait à l'occupation du Palatinat et fut tué à Malplaquet.

Mon remords, ce fut d'avoir oublié de remercier P. Gaxotte. On est toujours pressé et peu de

gens ont l'art de régler leur temps. Alors, les remerciements... C'est donc un double silence que je répare ici, celui de «Royaliste» et le mien propre.

Qu'ajouter ? Que P. Gaxotte avait par quelque côté, le style et la clarté de Voltaire, son ironie, sinon son humeur - Gaxotte, journaliste, rédacteur en chef de «Candide», de «Ric et Rac», écrivait dans «Le Figaro» et «La Revue des Deux Mondes» - manifeste le désir de raison garder, la méfiance vis-à-vis des bouleversements et des révolutions. Il avait été à bonne école puisqu'il avait été le secrétaire de Ch. Maurras.

Mais le classicisme de son style fait merveille dans les nombreux

ouvrages d'Histoire qu'il a publiés. Pour n'en retenir qu'un : le siècle de Louis XV a fait justice de bien des légendes à l'encontre de celui qui aurait dû rester le Bien-Aimé si son peuple avait suivi les efforts qu'il fit pour moderniser la royauté.

Le sommet de la «réussite» de Gaxotte, ce fut, il y a 30 ans, son élection à l'Académie Française. Il devait encore publier des ouvrages magistraux : son «Histoire de France», son «Histoire de l'Allemagne».

P. Gaxotte était simple, modeste, bienveillant «véritable honnête homme, transporté intact dans notre âge de béton et de fer» a dit G. Comte. Sa mort n'a pas

attiré le concert de louanges qu'on était en droit d'attendre. Elle fut à peine signalée dans la grande presse et ignorée par les médias audio-visuels. Mais le plus bel hommage, n'est-ce pas la fidélité à son œuvre qu'il faut lire et relire pour ne pas désespérer ? Car ce «monde de cambouis et de sang» que nous ont laissé la révolution et les guerres, il suffit, pour l'oublier, de se confier à la sagesse d'un Gaxotte et de méditer les pages pleines de poésie de «Mon village et moi...» Pourquoi longuement, me suis-je mis à penser à la «Gloire de mon père» ?

Jean PIDANCET

le père duchesne royaliste ? foutre !

Les outrances, la violence des «hébertistes» tentaient-elles de dégoûter le citoyen de la République ? Marina Grey défend une lecture contre-révolutionnaire du «Père Duchesne» dans son «Hébert» (1).

Dans l'histoire de la Révolution française, Hébert ne tient pas une place séduisante. On a crié haro sur ce plumitif d'origine normande et ses «crimes», de Michélet à Jaurès. Pourtant, Marina Grey semble se laisser séduire par Jacques-René Hébert. Elle l'appelle par son prénom et s'amuse d'être surnommée la «Mère Duchesne». Maryna Grey le crédite d'avoir joué le jeu du royalisme.

Des travaux consacrés à Jean, baron de Batz, le conspirateur royaliste le plus fameux sous la Terreur conduisent Marina Grey sur les traces du Sans-Culotte Père Duchesne. Hébert aurait rencontré, au lendemain de la mort du roi, Jean de Batz dont G. Lenôtre écrit que «sa force morale attire et retient les dévouements» (2). Le «Père Duchesne», à partir de cette période tient-il un double langage ? C'est ce que Fouquier-Tinville affirmera lors du procès d'Hébert. Mais voir en Hébert un agent royaliste c'est adhérer à la justice de son acte d'accusation. Hébert est bien l'homme qui conduit Lady Atkins à la Conciergerie. Et cette dernière remet un œillet à la Reine dans lequel un billet l'avertit du projet d'évasion établi par Messieurs de Rougeville et de Batz. C'est aussi Hébert qui est à l'origine de l'écœurante accusation de relations incestueuses entre le jeune Louis XVII et sa mère. L'ignominie de cette accusation

avait-elle pour but de provoquer l'indulgence du tribunal révolutionnaire ? Camille Desmoulins écrit dans son «Vieux Cordelier» : «Mais y a-t-il rien de plus dégoûtant, de plus ordurier que la plupart de tes feuilles ? Ne sais-tu donc pas Hébert que quand les tyrans d'Europe veulent avilir la République (...) ce sont tes lambeaux de feuilles qu'ils insèrent dans leurs gazettes (...). Comme si tes saletés étaient celles de la nation...» Sous ce jour, il est vrai, on peut douter du républicanisme du Père Duchesne. Cependant, peut-on à bon droit, pour ces raisons, essayer de comprendre ou d'expliquer les abominations, les viles calomnies et les paroles ordurières d'Hébert ; même si cette démarche ne cherche pas à les oublier ou les excuser ?

Marina Grey s'appuie essentiellement sur une analyse du comportement d'Hébert. Jacques-René Hébert est bien le dernier personnage auquel nous penserions pour tenir le rôle de conspirateur contre-révolutionnaire. Pour suivre dans ses entreprises Jean de Batz, il faut une certaine part d'oubli de soi et il ne faut pas craindre, à l'image du baron, de se ruiner. Il faut du courage et de l'envergure, de la noblesse et du tempérament. Hébert montera à l'échafaud de façon tout à fait piteuse. Il n'a rien de tout cela. Venu à Paris, parce qu'il avait été



Je suis le véritable Père Duchesne, foutre ! LA GRANDE COLÈRE DU PÈRE DUCHESNE.

CONTRE les marchands qui se fontent du maximum, et qui accaparent, comme de plus belle, toutes les denrées ; contre les épiciers qui volent à la journée les pauvres Sans-Culottes ; contre les marchands de vin qui les empoisonnent plus que jamais avec leur bougre de mélange ; contre les bouchers qui n'ont plus que de la réjouissance pour les petites pratiques ; contre les cordonniers qui n'ont plus de cuir pour chausser les Sans-Culottes, mais qui ne manquent pas de carton pour fabriquer les souliers de nos braves défenseurs. Sa grande joie de voir que petit à petit la vertu de sainte guillotiné nous délivrera de tous ces mangeurs de chair humaine.

Il faut manger pour vivre, foutre, dit très-

341

condamné pour injures dans sa ville natale, il se laisse aller. Quelques petits travaux, dont celui de «nègre» lui permettent de survivre jusqu'à la Révolution. Celle-ci est une belle affaire. Voici justement qu'un imprimeur lui fait confiance. Il plagie alors deux «Père Duchêne» (avec un accent circonflexe). Et le sien restera dans l'histoire. Soudainement il est entouré de la sympathie des sans-culottes qui se reconnaissent dans ce «Père Duchesne» au langage fangeux. Hébert découvre le moyen de participer activement à la culbute de cette société qu'il hait. Mais jamais Hébert ne se sentira sans-culotte. Sa prose est celle d'un extrémiste, elle est remplie de ses rancœurs et de ses humeurs. Il n'est pas raisonnable de chercher un comportement et une intention cohérents et fidèles dans les fluctuations des propos d'un extrémiste. Hébert flatte le peuple des Sans-culottes. Avec une telle caution, peu à peu, il gravit les échelons de l'honneur et de la richesse. Si l'ambition se trouve alors du côté contre-révolutionnaire, il n'est pas étonnant

d'y croiser «Le Père Duchesne». Rétablir le trône n'était sans doute pas sa fin même s'il se reconnaissait dans les moyens préconisés par le baron de Batz, c'est-à-dire disloquer le régime par une politique de discordes et d'accusations. Sans doute n'était-il pas plus royaliste qu'il n'était républicain.

Jean de Batz s'est peut-être servi de ce personnage pour sa cause mais Hébert n'avait pas la consistance d'un chef de complot, on le vit bien à son procès.

Cette étude remarquablement écrite nous enseigne deux choses. Tout d'abord que l'on peut réaliser une œuvre avec des personnages méprisables. Ensuite qu'en histoire contemporaine, pour sauver la mémoire d'un personnage il suffit de le déclarer royaliste.

Bertrand
DUMAS-DE MASCAREL

(1) Marina Grey -Hébert, le «Père Duchesne, agent royaliste». Perrin, 108 F franco.

(2) G. Lenôtre -Le baron de Batz- Perrin.

connaître chirac

Si le livre de Thierry Desjardins est une biographie globalement complaisante, il n'est cependant pas sans intérêt car il est une bonne introduction à une réflexion sur le rôle d'un premier ministre sous la Vème République.

L'éditeur du livre annonce 50.000 exemplaires vendus, ce qui confirmerait amplement l'existence d'un «phénomène Chirac». Le personnage est-il à la dimension de la curiosité qu'il suscite ? Les premiers chapitres nous montrent un jeune homme bien conformiste et rien n'est fait pour susciter notre indulgence. Thierry Desjardins a mené son enquête avec sérieux, allant compulser les carnets de note du lycéen, ayant recherché ses anciens condisciples de Sciences Pô et de l'ENA, en prenant soin de recouper les déclarations. Nous sommes bien vite initiés à la méthode du livre qui consiste à prendre une affirmation («on a dit ceci ou cela sur Chirac») et à la réfuter («en fait les choses se sont passées tout différemment»), puis à nous donner chaque fois une petite morale du genre «rien n'est simple dans la vie» et un point de repère explicatif pour la suite de la biographie.

Ce livre est fait pour des gens déjà convaincus, les lecteurs du «Figaro» y retrouveront quelques-unes de leurs têtes de turcs particulièrement mal traitées (ainsi Michel Jobert) et une conception très superficielle et égoïste de la politique qui est le plus souvent la leur, on ne le sait que trop.

Au fur et à mesure du déroulement de la biographie, le journaliste s'efface derrière son héros et on se rend compte que c'est systématiquement le point de vue personnel de Jacques Chirac qui est exposé. On peut dire que c'est le cas chaque fois qu'aucune source précise n'est citée, ce qui est loin d'être rare. Cela explique que la méthode décrite plus haut ne reprenne pas tout ce qui a pu être dit ou écrit sur tel ou tel fait précis (par exemple l'O.P.A. de Jacques Chirac sur l'U.D.R.) mais se contente le plus souvent de termes vagues : «On a dit beaucoup de choses», «bien des légendes ont circulé», réfutés encore plus vaguement (ainsi sur les derniers propos entre Giscard et son Premier ministre démissionnaire : ce dernier «s'est en fait limité à assurer le Président qu'il n'entreprendrait rien pour le général»). Source ?... qui, sinon Chirac ? On ne s'attendra donc pas à des révélations sur cet «inconnu».

Tout au plus faut-il constater que dans notre système où les idées ont si peu d'importance mais où l'image fait toute la différence entre les prétendants, Jacques Chirac s'est trouvé un peintre pour faire de lui un fort habile portrait de «présidentiable».

A notre sens le vrai mérite de ce livre est de populariser un thème de réflexion qui nous est cher en ce qui concerne les institutions : quelles doivent être les rôles respectifs du chef de l'Etat et du chef du gouvernement.

Thierry Desjardins revient constamment sur cette question au travers des attitudes de Debré, Pompidou, Chaban, Chirac, etc.

Ainsi raconte-t-il une séance à l'Assemblée le 24 avril 1964 où Pompidou déclara : «Je ne saurais

continuer à porter mes responsabilités si je n'étais pas pleinement d'accord avec le président de la République sur tous les aspects de la politique qu'il m'appartient de conduire avec le gouvernement dont je dirige l'action...» Pour Th. Desjardins, «c'est clair. Le président de la République n'est plus ce que certains commentateurs de la Constitution avaient cru - et ce que de Gaulle lui-même avait affirmé - un arbitre suprême, un garant de l'Etat. Il est bien celui qui décide de la politique à suivre, de toute la politique. Il n'y a plus de domaine réservé, selon la formule créée par Chaban. Tous les domaines lui sont réservés et le Premier ministre doit se contenter de conduire cette politique à la tête du gouvernement, premier des ministres.» Thierry Desjardins poursuit : «Ce jour-là - essentiel dans l'histoire constitutionnelle du pays - Chaban domine l'hémicycle du haut du fauteuil du président, Giscard est au banc des ministres, Chirac est debout dans une tribune. Chaban ne comprendra pas les paroles de Pompidou, mais Giscard et

Chirac, eux, les comprendront et sauront s'en souvenir.»

Mais cette attitude pompidolienne est grosse des contradictions qui menacent les Institutions.

Et Chirac le pompidolien n'est pas exempt de contradictions lorsqu'il reprochera à Giscard d'avoir débordé le domaine réservé et d'être un touche-à-tout et lorsqu'il dénie au Président le droit d'indiquer le bon choix et de se mêler des investitures des candidats. Il est vrai que Giscard avait déclaré à la veille des élections législatives de 1978, qu'en cas de victoire de la gauche il resterait à l'Elysée...

Il y a dans cette biographie qui est aussi en partie une histoire des premiers ministres de la Vème, matière à réflexion sur un problème très actuel (1).

Paul CHASSARD

Thierry Desjardins **Un inconnu nommé Chirac**. La Table Ronde. Prix franco : 97 F.

(1) Cf. l'article de B. Fessard de Foucault «Rétablir le Premier ministre». in «Royaliste» 397.

IMAGES

le procès turenne

La diffusion d'une série télévisée sur la guerre du Vietnam relance une polémique que l'on croyait oubliée depuis trente ans. Disputes vaines ? Disputes malsaines ? Difficile de trancher.

Dans un article du «Figaro», l'Amicale des Anciens Combattants de Dien-Bien-Phu apostrophe durement le réalisateur : Henri de Turenne. Celui-ci, invité le trois février à Europe 1, est mis sur la sellette par un Pierre Schoendoerffer et d'autres, après avoir insisté sur la participaiton courageuse de Vietnamiens dans les rangs militaires français reprennent l'inévitable leitmotiv ; le film passe sous silence le courage des combattants de la métropole. Ils vont même plus loin en prétendant que ces émissions exaltent au contraire la conduite des rebelles Viets !

La forme aussi est abondamment critiquée. C'est d'abord le fait de bâtir une émission autour d'Hô-Chi-Minh. C'est ensuite l'idée d'interviewer le général Giap : l'intérêt historique de ce témoignage ne compte pas ; ce

que cet homme a été suffit à en faire un maudit.

De plus, remarquent nos détracteurs, toutes les images viennent de l'est (les films de correspondants français ayant en grande partie été détruits) : elles sont toujours orientées, voire truquées.

Notre réalisateur le sait bien, qui indique au spectateur les éventuels trucages et corrige par son commentaire la portée des images proposées. Aussi est-ce fallacieusement que l'on accuse d'avoir concocté une ode au Vietnam. Il n'est pas permis de mettre en doute l'honnêteté professionnelle d'un homme qui a, maintes fois déjà, fait preuve de son intégrité.

Henri de Turenne le dit lui-même : son point de vue est historique, objectif (et de fait : sa série est dépouillée de toute passion). La mission qu'il s'est

fixée est double. D'une part, indiquer à travers tous les aspects de la colonisation ceux qui, justement, ont pu entraîner la rébellion communiste-nationaliste. D'autre part, montrer comment, pour diverses raisons, la France a totalement raté la décolonisation. Cette démarche est tout à fait originale : ces différentes questions (historiques, culturelles, sociologiques) n'ont que rarement été abordées. Mais face à cette tentative de s'écarter des sentiers battus, le réalisateur voit se dresser un mur d'incompréhension.

Il faut le regretter, car si le souvenir des lourdes pertes subies et des immenses sacrifices consentis reste bien sûr profondément ancré dans nos mémoires, il ne saurait occulter les nombreuses autres facettes de ce conflit sanglant.

Pour conclure, rappelons qu'il est toujours regrettable qu'un grand réalisateur ait à justifier le contenu même de son travail, voire à s'en excuser. Henri de Turenne montre malgré cela plus de dignité que ses détracteurs, en convenant lui-même qu'il a sous-estimé le caractère passionnel que gardait cette question, encore trop présente dans les esprits.

L.G.

assassinat d'un poète

Après le succès de son "Radeau de Mahomet" (1) paru en mars 1983, et déjà réédité, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, récidive en relatant "l'assassinat d'un poète" algérien pied-noir, illustration exacte du fanatisme musulman dont il dénonçait les excès (2).

Le poète est Jean Sénac qui, lors de l'indépendance politique (il avait 36 ans), se déclara Algérien, et "osa écrire *mon peuple* en parlant des Arabes". Sa notoriété — il était publié en France, fut salué par Camus et Mauriac — ainsi que ses protestations de foi révolutionnaire lui valurent, sinon d'être couvert d'égarés par la jeune république, du moins le droit d'animer une émission littéraire sur les ondes nationales. Son succès, spécialement auprès des jeunes, lui permit de conserver ce poste et de publier pendant plusieurs années, malgré la froideur de plus en plus marquée des autorités (alors qu'elles auraient pu faire de lui un symbole de réconciliation, comme le fut plus tard le gaz) qui n'acceptèrent jamais qu'un pied-noir garde pignon sur rue, allant même jusqu'à lui refuser la nationalité algérienne. Son émission fut finalement interdite en 72. Cela ne suffit pas à le faire taire. Son opposition désormais ouverte devient dangereuse : on l'assassine chez lui, en 1973, à l'aube d'un matin d'août.

C'est un poète qui meurt. Ses amis, tels Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, font heureusement vivre sa mémoire en exhumant des œuvres qu'il avait, cher naïf, léguées à l'Etat algérien, lequel se contenta de tout laisser en caisse dans un coin de la bibliothèque nationale. Tel n'est pas le moindre intérêt du livre que de montrer le fidèle Péroncel réha-

bilitant le poète qu'il aime, et nous révéler la forte vigueur de certains textes. On lit avec plaisir en annexe, un court journal inédit de Sénac jeune, où se découvre lentement, avec les frissonnements de sensibilité très gidiens (voire "gidi-bineux") la vocation de l'écriture ; on feuillette avec plaisir un rapide

recueil de photographies d'où monte encore le parfum de ces années algériennes qui poursuivaient sur les rives africaines de la Méditerranée le culte des belles lettres et du bon goût que la métropole déjà trop industrielle commençait à flétrir.

C'est aussi, évidemment, une illusion qui disparaît. Péroncel-Hugoz dédie son livre à Sénac "et à tous les pieds-noirs qui tentèrent de vivre leur Algérie indépendante, cette Andalousie de l'Occident". Le rêve d'une "patrie multiple", qui eut pu être le creuset d'une citoyenneté méditerranéenne dont on mesure à présent les promesses, se dissipe en août 73, plus cruellement pour certains qu'en 1962 : d'où l'importance symbolique que revêt l'assassinat du poète... "Rejet de tout signe de parenté, négation de toute possibilité de retrouvailles", écrit alors Pierre Comte, le directeur du Centre culturel français. Et le pire pourrait bien être que l'assassinat de Sénac dure encore,

par le mutisme et l'oubli sous le règne de Chadli... et les progrès méticuleux de l'intégrisme. Il n'est pas sûr que les ouvertures récentes de la France, que l'on peut juger généreuses comme simplement coûteuses, tiennent compte de l'état d'esprit du partenaire...

Peu importe l'agaçante manie qu'a l'auteur de se citer, de publier ses lettres et celles d'amis ou de s'exagérer l'importance historique d'un article, fut-ce du "Monde". Ce livre assez vivant pour être lu comme une belle et triste histoire, assez précis pour faire reconnaître un écrivain méconnu, parvient encore à poser une des grandes questions du moment : l'ouverture culturelle au Sud. Décidément...

Paul-Marie COUTEAUX.

(1) Jean-Pierre Péroncel-Hugoz "Le radeau de Mahomet". Edition Lieu Commun, 1983. Franco 75 F.

(2) "Assassinat d'un poète". Préface de Tahar Ben Jelloun. Editions du Quai. Franco : 89 F.

■ IDÉES

islam et arabisme

Le «nationalisme arabe» est quelque chose d'impénétrable à l'esprit européen rompu aux concepts de l'Etat-nation. Avec un grand talent de la synthèse historique, Charles Rizk tente de clarifier cette notion ce qui implique de démêler l'écheveau des relations entre Islam et arabisme (1).

Au 7ème siècle un peuple, venu des déserts aux confins de la Perse et de l'empire byzantin, entreprend de fonder un royaume immense pour imposer sa religion : l'islam. Mais du succès de l'entreprise devait résulter la dilution de l'ethnie arabe des origines dans un ensemble cosmopolite où le seul caractère «national» commun était d'essence religieuse. Pendant une longue période les

Arabes vécurent ainsi dans un empire dominé par des Iraniens ou des Turcs sans avoir le sentiment de leur soumission. Jusqu'au début du XXème siècle, le sentiment d'appartenance à une même communauté musulmane maintint d'ailleurs une cohésion profonde entre tous les peuples de l'empire ottoman qui apparaissait comme un espace de paix contrastant avec l'Europe déchirée par ses guerres incessantes. Mais le prix de cette paix, nous dit Charles Rizk, fut «la torpeur et la dégénérescence». «Très tôt en effet, la conception purement religieuse traditionnelle, inadaptée aux défis du monde moderne, développe ses effets débilissants et, l'une après l'autre, les provinces se détachent de l'empire qui devient l'homme malade. A partir du XIXème siècle l'agression européenne se fait plus subtile, plus meurtrière, non plus externe, mais interne : dans l'empire, et notamment ses provinces orientales, l'Europe introduit la plus meurtrière de ses inventions : le nationalisme arabe».

Cette dernière phrase est un exemple de l'excellent style de

Charles Rizk. Mais celui-ci ne se contente pas d'avoir le sens de la formule. Il pose les questions qui doivent faire très mal à plus d'un Arabe (qu'il soit musulman ou non), il remet en cause bien des idées reçues, ne craignant pas de contredire des auteurs établis.

La thèse de Charles Rizk est que de «réveil» en «renaissance» et en «révolte» au nom de la «nation arabe», les Arabes n'ont fait que passer de la soumission à un empire musulman à celle de l'impérialisme occidental.

Les Anglais surent jouer à merveille de cette «renaissance» pour s'assurer du contrôle de cette région stratégique sur la route des Indes. Mais la politique de division aboutit à créer des structures étatiques égyptienne, syrienne, irakienne, libanaise qui s'avèrent plus solides que le rêve arabe sans lequel elles n'auraient pas été fondées, plus durables que la «communauté des croyants» que les doctrinaires arabes concevaient comme une nation au sens moderne. Il n'empêche que le rêve arabe continue de produire ses effets dévastateurs pour le plus grand bénéfice des impérialismes.

Frédéric AIMARD

Charles Rizk - *Entre l'Islam et l'arabisme (jusqu'en 1945)* - Albin-Michel.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

mercredis de la n.a.r.

Tous les mercredis, dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - 1er étage), se tient une conférence débat dont l'entrée est libre. Accueil des participants à partir de 19h 30. Les conférences commencent à 20 heures. (Fermeture des portes de l'immeuble à 20 h. précises). Après la conférence, vers 22 h., une collation est servie pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais pour la collation : 15 F).

Mercredi 29 Février - Bernard BRIGOULEIX, journaliste au «Monde», spécialiste de politique étrangère, viendra présenter son nouveau livre «Les Allemands aujourd'hui». Une radioscopie des Allemands de l'Ouest à partir d'une observation amicale, attentive mais sans complaisance.

Mercredi 7 Mars - Le thème choisi pour cette conférence peut surprendre : « En quoi la psychanalyse peut-elle intéresser les monarchistes ? », et pourtant c'est Gérard MILLER lui-même qui nous l'a proposé. Gérard Miller fait partie du comité éditorial de «L'Ane», le magazine freudien.

Mercredi 14 Mars - Est-il bien nécessaire de présenter André GLUCKSMANN ? «Royaliste» ne manque jamais de saluer la parution de chacun de ses livres, dont l'intérêt et l'importance sont évidents. André Glucksmann viendra nous présenter son dernier livre «La force du vertige».

une enquête indispensable

Depuis quelques mois, nous nous sommes dotés de moyens techniques importants, tout particulièrement dans le domaine de l'imprimerie. Nous pouvons donc maintenant envisager d'apporter des améliorations sensibles à nos productions. Mais avant de décider de la nature de ces améliorations, nous voudrions avoir votre opinion pour guider nos choix. C'est la raison du questionnaire ci-dessous auquel nous voudrions que vous répondiez tous. Ce n'est que dans la mesure où nous aurons un maximum de réponses que nos décisions seront réellement fondées. Pour ceux qui ne voudraient pas découper leur journal, nous tenons à leur disposition des «tirés-à-part» de ce questionnaire.

Y.A.

A) Dans quel domaine devrions-nous porter notre effort en priorité ? (Classez votre choix de 1 à 4)

- ☐ sur «Royaliste»
- ☐ sur «Cité»
- ☐ sur le «Lys rouge»
- ☐ sur la parution de livres et de brochures

B) L'amélioration de CITÉ qui vous semble la plus urgente ? (Classez de 1 à 3)

- ☐ Meilleure présentation (qualité de papier, d'impression, etc)
- ☐ Une parution régulière tous les deux mois
- ☐ Des numéros plus épais

C) L'amélioration du LYS ROUGE qui vous semble la plus urgente (Classez de 1 à 3)

- ☐ Meilleure présentation
- ☐ Une parution régulière tous les deux mois
- ☐ Des numéros plus épais

D) Pour ROYALISTE, le rythme de parution qui vous semblerait le meilleur (Classez de 1 à 3)

- ☐ Maintien du rythme actuel (tous les 15 jours un numéro de 12 pages diffusé en kiosque)
- ☐ Passer hebdomadaire avec par mois 3 numéros de 8 pages non diffusés en kiosques et réservé aux seuls abonnés et 1 numéro de 12 pages diffusé en kiosques
- ☐ Maintien du rythme actuel mais avec quatre pages de plus moyennant une augmentation du prix de l'abonnement de 75 F par an (10 F le numéro)

E) Dans Royaliste quelles seraient les rubriques qu'il faudrait développer. (Classer par ordre de préférence)

- ☐ L'actualité politique française
- ☐ La politique étrangère
- ☐ La critique cinéma-T.V.
- ☐ Les critiques de livres
- ☐ L'actualité royaliste
- ☐ L'Histoire
- ☐ La vie des idées
- ☐ Autres rubriques

F) En revanche, parmi ces rubriques indiquez, le cas échéant, celles qui pourraient être réduites sans inconvénients (Classez 1 celle à réduire en priorité, etc)

- ☐ L'actualité politique
- ☐ La politique étrangère
- ☐ La critique cinéma-T.V.
- ☐ Les critiques de livres
- ☐ L'actualité royaliste
- ☐ L'Histoire
- ☐ La vie des idées

G) Le premier numéro de ROYALISTE que vous avez eu entre les mains, vous l'aviez eu :

- ☐ donné par un ami
- ☐ acheté en kiosque
- ☐ reçu par envoi de propagande
- ☐ Autre :

H) Que faites vous habituellement de ROYALISTE ?

- ☐ J'en conserve la collection
- ☐ Je le fais lire dans ma famille
- ☐ Je le donne à des amis
- ☐ Je diffuse des photocopies d'articles intéressants
- ☐ Autre méthode :

royaliste

SOMMAIRE

page 2 : Liban, un arbitre ou la mort/ Québec (courrier)
 page 3 : La France en chiffres/ Sociobiologie : à droite tranquillement
 page 4 : Le dossier noir
 page 5 : Ecoles libres : le vent en poupe
 pages 6-7 : In memoriam - Philippe Ariès - Pierre Gaxotte
 page 8 : Le Père Duchesne royaliste ?
 page 9 : Connaître Chirac (lire)/Le procès Turenne (télévision)
 page 10 : Assassinat d'un poète / Islam et arabisme
 page 11 : Action royaliste
 page 12 : Danger, racisme (éditorial)
 Directeur de publication : Y. Aumont
 imprimé en France - Diffusion NMPP
 Commission paritaire : 51700
 - changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 5 F en timbres pour les frais
 - les illustrations ont été fournies par le groupe photo et sont la propriété du journal.

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
 Téléphone : 297.42.57
 CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an 145 F, de soutien (300 F)*
 (*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession ou Etudes :

date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

le danger raciste

Il faut avoir peur de Jean-Marie Le Pen. Non de l'homme mais de ce qu'il symbolise soudain. Non de ses arguments sommaires, mais de ce qu'ils révèlent et autorisent. Non de son parti, mais de l'état d'esprit avec lequel il coïncide.

Pourtant, il serait confortable de traiter ce phénomène par le mépris en invoquant, pour se rassurer, la logique électorale, la sagesse des Français, la vigilance des partis démocratiques, ou encore les terribles leçons du passé. Mais l'angoisse vient justement du fait que, face à la montée de la xénophobie et d'autres réactions primitives, les barrières cèdent ou sont contournées les unes après les autres.

VIGILANCE

La première barrière, apparemment la plus solide, était d'ordre scientifique. Mais nous avons montré, depuis plus de dix ans, comment la "Nouvelle Droite" est parvenue à rendre séduisantes les thèses socio-biologiques, grâce aux "découvertes" de certains savants, ou réputés tels. Malgré la réfutation en règle apportée par de véritables hommes de science, comme Albert Jacquard, la rhétorique anti-égalitaire a acquis droit de cité : il suffit de regarder certains hebdomadaires et de consulter les programmes des clubs ou des partis de droite pour constater, comme nous le redoutions, l'influence de la Nouvelle Droite et de ses adeptes.

La seconde barrière était d'ordre historique. L'étude d'un passé encore très proche mettait aisément en évidence l'horreur nazie et le délire raciste qui en fut la cause. Puis la mise en question de l'extermination des Juifs bénéficia d'une large publicité, y compris dans certains groupes d'extrême gauche. Puis, il y a quelques mois, l'avocat Paul Vergès s'efforça spectaculairement de jeter le discrédit sur la Résistance tandis que celle-ci était tournée en dérision au cinéma et dans la presse⁽¹⁾.

Quant à la vigilance des partis démocratiques, elle a été prise en défaut. En acceptant les représentants du Front National sur la liste de l'opposition lors des élections municipales de Dreux, les partis de la droite classique ont pris une double responsabilité.



par
bertrand
renouvin

D'abord en reconnaissant le Front National comme partenaire au lieu de le maintenir dans la marginalité. Ensuite, en lui offrant une notoriété qui n'a cessé, depuis, de s'amplifier. Que la droite soit aujourd'hui bien embarrassée, tiraillée qu'elle est entre les réalistes qui, tels M. Labbé, souhaitent s'entendre avec Le Pen, et ceux qui, à l'exemple de Simone Veil, veulent préserver un minimum d'éthique politique, ne change rien à l'affaire.

FIN D'UN CONSENSUS

Restait un dernier barrage, qui reposait sur l'esprit public. Malgré les oppositions politiques, un consensus existait contre le racisme, et tout ce qui, de près ou de loin, semblait l'évoquer était immédiatement rejeté.

C'est ce consensus qui est en train de disparaître, permettant l'expression de fantasmes longtemps refoulés que M. Le Pen exploite et renforce. S'attaquer au chef du Front National est donc une trop faible riposte : il est maintenant porté par la vague et ne s'effacera qu'avec elle. Or le courant xénophobe et réactionnaire est devenu un phénomène profond et durable qui ne s'explique que partiellement par la convergence des thèmes analysés plus haut. Si la xénophobie se répand, si le racisme n'hésite pas à s'affirmer comme tel, ce n'est pas l'effet d'un complot, ni de la situation d'un homme, ni de l'action d'un parti, mais la conséquence de l'éclatement de notre société.

D'où le caractère irrationnel de la xénophobie et des autres frayeurs collectives. Que les immigrés ne soient pas, en proportion, plus nombreux aujourd'hui qu'en 1930

ou en 1975, n'empêche pas M. Le Pen de déclarer qu'ils sont six millions et d'annoncer que c'est encore par millions qu'ils s'apprêtent à nous "envahir"⁽²⁾. Que le nombre des crimes de sang soit en diminution constante dans notre pays n'empêche pas les Français d'avoir peur, et M. Le Pen de contribuer à l'hystérie collective en réclamant le recours à la peine de mort. Que le Parti communiste soit sur le déclin, et de façon évidente depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, ne freine pas la propagande contre le "socialo-communisme" et n'entame pas la conviction de nombreux électeurs quant à la réalité de cette "menace". Dans une société qui se désintègre de cent manières, il n'est pas surprenant que de nombreux citoyens, privés de leurs repères habituels et des valeurs traditionnelles, secoués par une crise aux mécanismes peu évidents, tentent de retrouver l'identité perdue en se dressant contre les étrangers, et finissent par souhaiter une violence ouverte, contre n'importe qui, contre n'importe quoi, faute de pouvoir maîtriser la violence cachée dont ils sont victimes.

Il ne s'agit donc ni de condamner, ni d'exclure qui que ce soit. Nous avons toujours refusé cette facilité pour ceux qui adhèrent au Parti communiste, et nous ne changerons pas d'attitude à l'égard de ceux qui suivent aujourd'hui le Front National, même si, dans un cas comme dans l'autre, nous dénonçons les slogans, tantôt dérisoires, tantôt odieux, de leurs états-majors. Il est clair, pour nous, que la xénophobie n'est pas une solution et que l'immigration a représenté et représente toujours une chance pour notre pays⁽³⁾. Il est indispensable que les autorités politiques et religieuses renforcent cette conviction et la popularisent par des gestes symboliques. Il est urgent que le gouvernement définisse et mène une véritable politique de l'immigration. Il est nécessaire que les organisations politiques entament une réflexion en profondeur, au lieu de se contenter de simples protestations, comme le fait la gauche, ou de cultiver l'ambiguïté comme le fait la droite. Les royalistes, quant à eux, ne manqueront pas d'apporter leur contribution à cette tâche de résistance.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. *Royaliste* n° 392.

(2) Déclaration de M. Le Pen, *Minute*, 18-24 février 1984.

(3) Cf. *Royaliste* n° 388.